

## ARRÊTÉ MUNICIPAL

2018-96 du 30 mars 2018

### Lancement de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Châteauneuf-sur-Isère

**Le Maire de Châteauneuf Sur Isère,**

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36 à L.153-44 et R.153-20 ;  
VU le Plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Chateauneuf-sur-Isère approuvé le 16 décembre 2011 et modifié les 14 décembre 2012, 13 juillet 2016, 19 décembre 2016 et 10 juillet 2017;

### ARRETE

**Article 1** – Une procédure de modification (n°5) de PLU de la Commune de CHATEAUNEUF SUR ISÈRE est engagée.

**Article 2** – Cette modification du PLU a pour objets :

- Modifier le règlement et les orientations d'aménagement des zones 1AUoh du quartier Beauvache,
- Ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone AUL quartier Les Iles (au sud du lac d'Aiguille), d'une part en vue du projet d'extension du camping et d'autre part en vue de permettre l'implantation d'activités d'accueil touristique et de loisirs sur un secteur prochainement desservi par les réseaux,
- Délimiter un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) en zone A en vue de la création d'un camping dans le cadre de la diversification d'une exploitation agricole,
- Ajuster la limite entre zones UB et UEa quartier Nogat, pour intégrer un ancien bâtiment d'activité en zone UB,
- Procéder à un ajustement du règlement écrit, en ce qui concerne la surface à prendre en compte pour les évolutions des habitations en zone A et N,
- Mettre à jour les emplacements réservés.

**Article 3** - Conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en Mairie et dans les lieux habituels d'affichage durant un mois.

Fait à Châteauneuf-sur-Isère,

Le Maire,

Frédéric VASSY



## Télétransmission le

Envoyé en préfecture le 16/04/2018

Reçu en préfecture le 16/04/2018

Affiché le

**SLO**

ID : 026-212600845-20180330-2018\_96AR-AR

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné, soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du Code Général des impôts, et du décret n° 2011-1202 du 28 septembre 2011.